



**Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des
Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de
l'Immigration et de l'Asile**

Procès-verbal de la réunion du 13 décembre 2021

Ordre du jour :

Echange de vues avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe

*

Présents : Mme Simone Beissel, M. Yves Cruchten, Mme Nathalie Oberweis, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Yves Carl, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Stéphanie Empain, M. Fernand Kartheiser

*

Présidence : M. Yves Cruchten, Président de la Commission

*

Echange de vues avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe

Contexte de l'événement :

La Chambre des Députés a pris la décision de créer une sous-commission sur l'avenir de l'Europe au sein de laquelle sont représentés tous les partis politiques de la Chambre des Députés. La sous-commission a proposé d'organiser différents types d'événements dont l'approche principale consiste à laisser la parole aux citoyens.

Ces événements représentent une occasion d'échanger sur des questions qui intéressent les citoyens et des thèmes qui les interpellent, en mettant l'accent sur une approche résolument ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée. Les rencontres dans les cafés permettent aux citoyens d'échanger avec les membres de la sous-commission. Cette rencontre-ci s'est tenue à Luxembourg, soit dans la circonscription électorale « Centre ».

Sujet 1 : Santé

- Dans le domaine de la **santé**, chaque Etat membre décide de ses propres mesures pour endiguer la Covid-19. L'existence d'un patchwork de restrictions différentes prête à confusion. En temps de crise, il faut une réponse commune de l'Union européenne. Des mesures claires doivent être prises par les politiques, qui ont tendance à baser leurs décisions exclusivement sur des avis scientifiques.

Sujet 2 : Changement climatique et environnement

- **Politique agricole** : Afin de diminuer l'empreinte écologique dans le secteur agricole, l'UE doit soutenir davantage **la production locale et saisonnière**, multiplier les variétés cultivées dans l'UE et diminuer l'importation de produits alimentaires hors-saison originaires d'Etats tiers. Le transport de produits originaires de pays tiers sur des grandes distances engendre de trop importantes émissions de CO₂. En outre, privilégier la production locale au sein de l'UE permettrait de mieux contrôler le respect des droits des travailleurs dans ce secteur.
- Afin de limiter l'utilisation d'emballages plastiques, l'UE doit interdire leur utilisation pour tous les fruits et légumes ainsi que d'autres produits dans les commerces et supermarchés. Un certain nombre d'Etats membres a déjà adopté de telles interdictions.
- Le secteur agricole est tributaire de l'utilisation de tracteurs et d'autres machines lourdes propulsées par des moteurs thermiques. Comment est-ce qu'on peut garantir **la neutralité climatique du secteur agricole** si la technologie actuelle est toujours basée sur des moteurs thermiques ? Si aucune alternative électrique ne peut être trouvée, l'UE continuera à être dépendante d'énergies fossiles.
- La **qualité des denrées alimentaires** doit également devenir une priorité.
- **Politique énergétique** : L'UE doit se mettre d'accord sur une définition claire de l'énergie verte et investir beaucoup plus dans ce secteur stratégique. Le débat sur l'énergie nucléaire doit être mené de manière fondée. **L'énergie nucléaire ne constitue pas une alternative**, ni même temporaire, pour aboutir à la neutralité climatique. Le gaz ne peut pas non plus être considéré comme une alternative verte, et de surcroît, le gaz augmente la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie.
- **Politique énergétique** : L'UE doit soutenir beaucoup plus le secteur des énergies renouvelables pour contrebalancer la chute de production en énergie causée par la fermeture des centrales nucléaires, de charbon ou de gaz. L'UE doit veiller à garantir l'accès à une énergie verte accessible pour que les citoyens, plus particulièrement les moins aisés, ne subissent pas de plein fouet la hausse des prix.

Sujet 3: Une économie plus forte, justice sociale et emploi

- Les **droits des consommateurs** doivent devenir une priorité de l'UE, afin d'atteindre des résultats bénéfiques aux citoyens.
- L'UE doit introduire un **salaire minimum** calculé à partir du pouvoir d'achat de chaque Etat membre.
- **L'autonomie stratégique** de la production : l'UE doit retrouver son indépendance, notamment en ce qui concerne le secteur pharmaceutique.
- Les États membres ont échoué dans leur devoir d'offrir des **logements** et des

habitations abordables. La flambée des prix du logement, non seulement au Luxembourg, mais dans toute l'Europe, n'est plus tenable pour les citoyens. Le sol européen devrait être considéré comme un bien commun appartenant aux Européens pour des besoins d'habitation en premier lieu. L'UE doit établir un programme visant la construction de logements sociaux et réfléchir sur une politique européenne promouvant le logement abordable.

- Il existe en Europe, et particulièrement au Luxembourg, un **déficit de main-d'œuvre** motivée et compétente pour les secteurs de l'artisanat et de la construction. Il faut que l'UE revalorise ces métiers en lançant des programmes de recrutement et en augmentant l'attractivité via l'amélioration des conditions de travail.

Sujet 4 : L'UE dans le monde

- **Capacité d'action de l'UE** : L'UE est perçue comme étant trop réactive par rapport aux autres puissances. Le processus de prise de décision au niveau européen devrait être revu afin de pouvoir agir de façon plus proactive dans les affaires internationales. L'UE doit pouvoir être à même de **réagir rapidement et de manière efficace, particulièrement en temps de crise**. Le passage vers une véritable politique des affaires étrangères est réclamé. Il est en outre suggéré de diminuer l'influence du Conseil européen et des Ministres des affaires étrangères européens respectifs pour ce qui en est du poste du Haut représentant de l'UE. En cas de crise internationale, une réaction rapide du Haut représentant sans attendre l'accord des 27 ministres d'affaires étrangères raffermirait la position de l'UE sur la scène internationale. L'exemple de l'Afghanistan est cité : une coordination sous la tutelle de l'UE aurait pu accélérer l'évacuation des Européens et des personnes à risque lors de la chute de Kaboul.
- **Le Haut représentant de l'UE et la Présidente de la Commission européenne** sont perçus comme **trop faibles** sur la scène internationale par rapport aux présidents américain, chinois et russe. Leur légitimation souffre du fait d'avoir été choisi au terme d'un processus non-transparent suite à l'abolition du système des « *Spitzenkandidaten* ». En outre, les personnes à la tête de l'UE restent largement inconnues du public luxembourgeois/européen de par leur manque d'initiative et autorité personnelle. Le processus de désignation empêche l'élection de leaders connus et présents dans les médias.

Sujet 5 : Valeurs, Etat de droit, Sécurité

- **La libre circulation des personnes** doit absolument être garantie. Les accords de Schengen sont un des plus grands acquis de l'Union européenne, mais ils sont actuellement mis à l'épreuve à cause de restrictions unilatérales prises sous prétexte de la crise de la Covid-19.
- L'Union européenne est avant tout associée avec le **respect des droits humains**. Or, il semble que les Conventions et traités en la matière sont de moins en moins respectés. L'UE doit tenir compte davantage des droits humains.
- **L'élargissement de l'UE** vers l'Europe centrale et du Sud est perçue comme étant survenue trop rapidement. Alors que cet élargissement était politiquement justifié, des questionnements en ont résulté, notamment en matière de respect des droits humains et d'Etat de droit. La transition vers des systèmes plus autoritaires, la limitation de la liberté de la presse, la non-séparation des pouvoirs, la corruption étaient citées à titre d'exemples. Cette culture démocratique hétérogène empêche

aussi bien le bon fonctionnement de l'UE ainsi que l'adoption de politiques communes.

- Afin de motiver les Etats membres à respecter les droits humains et l'Etat de, il faut que l'UE démontre clairement sa volonté de mettre en œuvre le mécanisme de conditionnalité du versement des fonds communautaires. Le non-respect des droits de l'homme ou toute tentative de minimiser l'indépendance judiciaire doivent entraver l'octroi de de fonds européens.

Sujet 7 : Démocratie européenne

- Il faut introduire **un droit d'initiative législative** pour le Parlement européen.
- **La procédure de prise de décision** est perçue comme étant trop lourde et trop lente ; L'abolition du droit de veto et le passage vers le vote à la majorité doit devenir la règle.
- Il faut **valoriser les élections européennes** en liant le choix des commissaires à l'issue des élections, le système des « Spitzenkandidaten » doit être rétabli et le Conseil devrait se conformer aux résultats des élections lors de la désignation du Président de la Commission.
- **Lutte contre la désinformation** : La désinformation et les campagnes de dénigrement à l'égard de l'UE sur les réseaux sociaux sont extrêmement inquiétantes et constituent une menace pour la cohésion sociale en Europe. Il faut que l'UE s'engage davantage dans la cybersécurité afin de protéger ses citoyens. Des campagnes d'information à grande échelle sur les réseaux sociaux doivent être lancées afin de défendre un discours qui est propre à l'UE.

Sujet 8 : Migration

- Il faut **plus de coopération, de solidarité et une plus grande cohésion** européenne sur la question des réfugiés en Europe. Le règlement Dublin III et le système des quotas d'accueil des réfugiés mettent à mal l'idée de la solidarité européenne et méritent d'être réformés. L'UE doit faire en sorte que tous les Etats membres remplissent leurs obligations.
- La migration de personnes originaires d'Etats tiers est perçue comme **une menace sécuritaire** en Europe. L'UE doit améliorer le contrôle des frontières extérieures et soutenir davantage les Etats membres comme la Grèce, l'Italie, les pays baltes et la Pologne dans leurs efforts de sécurisation des frontières et de lutte contre l'immigration illégale. L'UE doit consentir plus d'efforts dans la politique de retour des réfugiés déboutés.

Sujet 9 : Éducation, culture, jeunesse et sport

- Le cadre de l'instruction civique et politique doit être revu. L'éducation est une arme efficace pour combattre la désinformation. L'offre des cours traitant également de l'UE et des dangers des réseaux sociaux doit être augmentée. L'UE doit aussi miser sur la formation pour adultes.

Sujet 10 : Autres idées

- Il faut davantage rappeler aux citoyens les **avantages de l'UE** ayant trait à la vie quotidienne. Des campagnes d'information soulignant les bienfaits quotidiens de l'UE

doivent être mises en place.

Luxembourg, le 11 février 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact